

Bruno Gruselle

Maître de recherche à la Fondation pour
la Recherche Stratégique

Les capacités stratégiques conventionnelles des Etats-Unis

Les composantes stratégiques conventionnelles américaines : une évolution engagée depuis 2001 qui s'affirme dans la nouvelle décennie

En publiant la *Nuclear Posture Review* de 2001 (NPR 2001), l'administration Bush souhaitait réformer profondément l'approche américaine de sa sécurité globale¹. Il s'agissait alors – ce qui a été confirmé dans les revues suivantes – de reconnaître explicitement que les armes nucléaires n'occupent plus la même place dans une stratégie de défense et de sécurité. Les Etats-Unis devaient en effet faire face à un environnement plus complexe, caractérisé par des adversaires divers dans leur nature (des organisations non étatiques comme des Etats) et dans leur moyen d'action², dans lequel la menace de l'arme nucléaire s'avérait insuffisante pour garantir la li-

berté d'action et la protection du pays.

La NPR 2001 établissait en conséquence une triade de systèmes offensifs et défensifs, conventionnels comme nucléaires, afin d'offrir au président une panoplie étendue de moyens complémentaires permettant de réagir à un conflit ou une crise impliquant ces nouveaux acteurs ou ces nouveaux moyens. Comme les extraits disponibles le montrent, la nouvelle triade devait à la fois réduire le rôle des moyens offensifs mais également permettre de conduire des actions stratégiques sans recourir à l'arme nucléaire.

Elle consacrait ainsi le rôle stratégique de certains armements conventionnels dans une vision renouvelée des moyens militaires capables de « *modifier relativement rapidement et de façon substantielle le mode d'action d'un adversaire* »³. Cette vision s'articulait autour de quatre axes conceptuels :

The establishment of this New Triad can both reduce our dependence on nuclear weapons and improve our ability to deter attack in the face of proliferating WMD capabilities in two ways:

- The addition of defenses (along with the prospects for timely adjustments to force capabilities and enhanced C2 and intelligence systems) means that the U.S. will no longer be as heavily dependent on offensive strike forces to enforce deterrence as it was during the Cold War.
- The addition of non-nuclear strike forces—including conventional strike and information operations—means that the U.S. will be less dependent than it has been in the past on nuclear forces to provide its offensive deterrent capability.

Figure 1 : Extrait de la NPR 2001 (Source : Federation of American Scientists)

- Empêcher l'utilisation d'armes non conventionnelles contre les intérêts des États-Unis, sur le territoire américain comme à l'extérieur, en élevant le coût potentiel d'un emploi pour l'utilisateur. *A priori*, nous nous trouvons dans une logique d'extension de la notion de dissuasion conventionnelle pratiquée par les responsables américains (*deterrence*). Il s'agit également, dans une certaine mesure, de pouvoir menacer les moyens d'anti-accès qu'un adversaire peut agiter pour freiner ou empêcher une intervention américaine.
- Limiter l'effet d'un emploi contre les intérêts américains – directement, par exemple, contre ses populations, ou indirectement contre ses principaux alliés – grâce à des moyens de protection et de défense.
- Réduire l'intérêt pour un adversaire de s'engager dans le développement, la production ou le déploiement d'armes non conventionnelles, y compris en permettant la neutralisation par la force de ses capacités techniques industrielles.
- Infliger des dégâts importants voire neutraliser des cibles de haute valeur, fugaces ou protégées, durcies et camouflées sans recourir à des frappes nucléaires.

Même si l'administration Obama n'a pas repris le vocabulaire du précédent gouvernement (et a même rejeté explicitement la nouvelle triade), la NPR de 2010 a conforté l'évolution conceptuelle engagée en 2001. Ainsi, le document souligne que "*With the advent of U.S. conventional military preeminence and continued improvements in U.S. missile defenses and capabilities to counter and mitigate the effects of CBW, the role of U.S. nuclear weapons in deterring non-nuclear attacks – conventional, biological, or*

chemical – has declined significantly". Si la défense antimissiles apparaît comme l'un des piliers essentiels de la politique de réduction du rôle des armes nucléaires, la référence aux capacités conventionnelles rappelle que certaines missions – notamment de contre-prolifération ou de contre-terrorisme – font appel à des moyens de frappes stratégiques ou d'actions dans la profondeur.

Des divers éléments qui viennent renforcer et compléter la dissuasion américaine – celle-ci n'étant d'ailleurs historiquement pas seulement nucléaire – deux méritent plus d'attention du fait soit de leur rôle structurant dans l'évolution des alliances des États-Unis, cas de la défense antimissiles, soit parce qu'elles soulèvent des questions conceptuelles et politiques difficiles, cas des frappes stratégiques conventionnelles rapides (*conventional prompt global strike/CPGS*).

La défense antimissiles est devenue l'une des pièces maîtresses des alliances américaines

La revue stratégique en matière de défense antimissiles, publiée en janvier 2010, pose clairement le rôle que doivent occuper les systèmes américains au niveau international : « (...) *missile defenses strengthen U.S. goals of deterrence, extended deterrence, and assurance* »⁴.

Cette posture confirme largement les choix effectués en matière de défense antimissiles par l'administration précédente, en particulier :

- La définition d'une continuité conceptuelle et opérationnelle entre la défense du territoire, celles des forces déployées ou stationnées à l'extérieur et celles des partenaires et alliés. Dans les faits, cette continuité

s'est traduite non seulement par une gestion unifiée des programmes par la *Missile Defense Agency* mais surtout par le développement et le déploiement d'un système unique de commandement et de contrôle plaçant STRATCOM au centre du processus de planification et de préparation mais laissant aux commandements opérationnels – y compris NORTHCOM pour le territoire américain – la responsabilité de la gestion des engagements et des coopérations opérationnelles⁵.

- La coordination opérationnelle progressive des moyens et des capacités développées ou détenues par les partenaires et alliés au sein de ce réseau de commandement et de contrôle. Bien entendu, la démarche prend en compte le fait que tous les alliés ne souhaitent pas atteindre le même niveau d'intégration. Certains peuvent accepter une très forte coordination de leurs moyens avec ceux des Etats-Unis sans pour autant accepter la création d'un commandement unique (cas japonais ou israélien) alors que d'autres, c'est le cas de l'OTAN, visent une très forte coordination et un niveau élevé d'interopérabilité entre les structures de commandement.

Dans les faits, on ne peut que constater que les efforts de revue de programmes menés par le Pentagone depuis 2008 n'ont pas conduit à une diminution vertigineuse des budgets consacrés à la défense antimissiles aux Etats-Unis. Alors que le budget total de la MDA a culminé à 9,3 milliards de dollars en 2009 – historiquement son niveau le plus élevé depuis le début des années 1990 – il se stabilise aujourd'hui aux environs de 8 milliards de dollars⁶. Cette diminution s'explique notamment par le passage de plusieurs projets de la phase de développement à celle d'acquisition et donc le transfert des financements de la MDA vers les forces armées responsables⁷.

La continuité du financement a été l'un des facteurs clefs du développement de la politique américaine en permettant – dans le cadre de la démarche en spirale chère à D. Rumsfeld – de déployer des moyens en cours de développement au sein des forces et sur les théâtres extérieurs et ainsi de proposer aux alliés des solutions technologiques pour répondre aux besoins exprimés en matière de protection balistique. Les Etats-Unis peuvent ainsi aujourd'hui démontrer que la DAMB n'est pas seulement un artifice rhétorique, mais une architecture qui s'appuie sur des systèmes d'armes et des capacités effectivement déployés.

On gardera à l'esprit que les forces américaines

possèdent déjà :

- **7 bataillons équipés de PAC-3**, dont une partie est déployée à l'extérieur (en Corée du Sud notamment) ;
- **28 navires de surface équipés du système de combat AEGIS** et capables d'emporter et de lancer des intercepteurs SM-3 block-IA. La 7^{ème} flotte déployée en Asie dispose notamment de 6 bâtiments AEGIS (2 destroyers de classe Ticonderoga et 4 croiseurs de classe Arleigh Burke). L'USS Monterey a récemment été déployé en Europe dans le cadre de l'*European Phased Adaptive Approach* (EPAA) ;
- **30 intercepteurs de type GBI** en Alaska et en Californie pour la protection du territoire américain⁸ ;

Un réseau d'alerte et de surveillance comprenant quatre radars *Ballistic Missile Early Warning System* (BMEWS), dont deux sont déployés en Europe (Fylingdales R.-U. et Thulé – Groenland). Une constellation de satellites géostationnaires de type Defense Support Program (DSP), qui seront progressivement remplacés par des SBIRS-GEO⁹, assure la détection de tir permanente. En complément, les Etats-Unis disposent également de deux satellites expérimentaux de trajectographie (Space Tracking and Surveillance System) ainsi que de plusieurs radars de surveillance mobiles dont le *Sea Based X-band Radar* (SBX)¹⁰.

Ces réalisations techniques ont permis aux Etats-Unis d'engager, avec leurs principaux alliés, des démarches visant à créer un réseau mondial intégrant divers moyens de défense régionaux. On citera l'exemple du Japon, qui a développé et déployé depuis 2004 des capacités navales et terrestres destinées à défendre le territoire japonais dont le fonctionnement est coordonné avec celui des systèmes américains de la 7^{ème} flotte. Certains Etats du Conseil de Coopération du Golfe devraient également compléter leurs capacités antimissiles et davantage s'intégrer dans le système américain, notamment par l'achat de systèmes offrant une couverture régionale (Terminal High Altitude Area Defense pour les EAU¹¹, AEGIS pour l'Arabie saoudite)¹².

En Europe, la décision prise au sommet de l'OTAN à Lisbonne en novembre 2010 d'ajouter la défense du territoire et des populations au nombre des missions de l'Alliance ouvre la voie au développement de l'approche américaine proposée par l'administration Obama (EPAA) : un déploiement progressif de capacités étalé sur 4 périodes et qui a déjà commencé par le positionnement d'un croiseur AEGIS au sein de la 6^{ème} flotte et doit aboutir au déploiement de systèmes

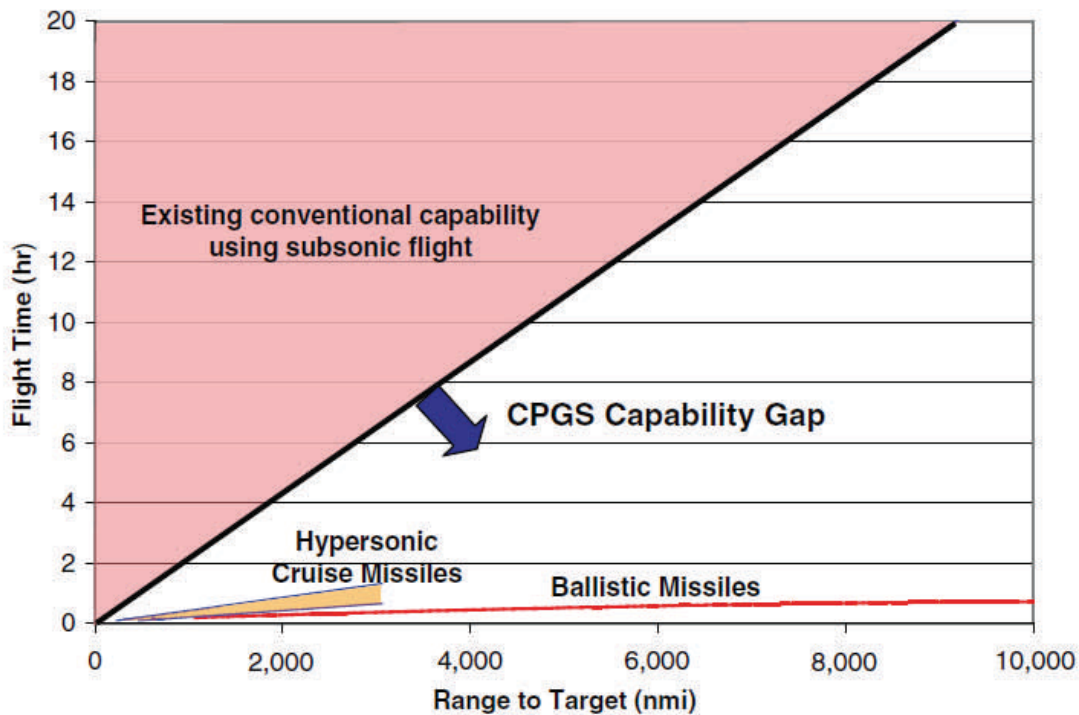


Figure 2 : Identification du manque capacitair pour frapper rapidement des cibles éloignées (source : National Research Council 2008)

fixes pour la protection de l'Europe et des Etats-Unis. Cette décision a entraîné le lancement d'un processus visant à doter l'Alliance des éléments doctrinaux et opérationnels permettant de lancer un programme complémentaire en Europe, tout d'abord via la modernisation des capacités de commandement et de contrôle. Ce processus doit aboutir au sommet de Chicago au printemps 2012 à l'adoption d'un paquet de capacité pour cette mission.

Si l'EPAA représente aujourd'hui l'un des cadres possibles pour l'architecture européenne, il n'est toutefois pas le seul. Les membres européens de l'Alliance doivent garder à l'esprit que leurs apports capacitaires, au-delà d'une modeste adaptation du système de commandement et de contrôle¹³, en matière d'alerte et d'intercepteurs seront déterminants pour peser sur le développement du débat au sein de l'Alliance à moyen et à long terme.

Les conventional prompt global strikes pourraient s'intégrer à terme dans la capacité de frappes aériennes à caractère opérationnel

En constatant l'existence d'un manque capacitair dans les capacités américaines de traiter une gamme étendue de cibles, en particulier de neu-

traliser des personnes ou des moyens mobiles ou fugaces¹⁴, de détruire des installations enterrées ou durcies, de pénétrer des systèmes de défense dimensionnés pour interdire les opérations aériennes classiques, l'administration Bush avait posé en 2001 le principe d'une évolution des moyens de frappe stratégique incluant le concept de *Conventional Prompt Global Strike*. Le débat en cours sur le renouvellement du parc de bombardiers stratégiques – notamment la problématique du remplacement du B-2 – a donné une très forte visibilité à l'examen des options possibles en matière de neutralisation de cibles complexes. On doit toutefois souligner que les budgets effectivement consacrés à cette nouvelle capacité restent limités. Ainsi, pour l'année fiscale 2011, 230 millions de dollars ont été consacrés aux divers programmes concernés¹⁵.

Deux éléments participants de la réflexion des responsables américains méritent d'être soulignés. En premier lieu, les objectifs des opérations militaires américaines ne sont plus de défaire une Nation adverse en lui infligeant des dégâts insupportables mais de faire pression sur les dirigeants de pays pour obtenir des concessions, de remplacer les régimes en place ou d'atteindre des groupes non-gouvernementaux agissant depuis des territoires neutres voire alliés¹⁶. De fait, il s'agit donc de limiter autant que faire se peut

les conséquences pour les populations et les infrastructures des opérations militaires. Il est possible de résumer cette problématique en indiquant que les Etats-Unis sont dans un modèle d'action militaire visant à changer les orientations politiques des pays visés¹⁷.

Par ailleurs, la nature même de la gestion des conflits et les moyens disponibles pour les conduire se sont profondément altérés depuis le début des années 1990. Pendant le conflit en Irak en 1991-1992, 7 % des munitions tirées étaient des engins précis contre 70 % de l'ensemble des bombes et missiles utilisés lors de l'opération *Iraqi Freedom* (OIF) avec un volume total très élevé¹⁸. De la même façon, alors que la préparation d'une frappe prenait plusieurs dizaines d'heures en 1999 (Serbie) sans possibilité parfois de réorienter une opération, elles peuvent à présent être préparées et effectuées en quelques heures. Ce niveau d'emploi, rendu possible par la banalisation de certaines technologies mais également par des gains importants en termes de fonctionnement opérationnel – en particulier, dans le domaine des actions interarmées –, devrait continuer à augmenter dans les conflits futurs afin de répondre à la préoccupation grandissante de limiter les dégâts collatéraux à la fois sur les infrastructures et sur les personnes. L'utilisation des drones armés dans le conflit afghan montre que la capacité de frapper rapidement et efficacement des cibles mobiles ou fugaces peut être obtenue à condition de disposer d'une couverture aérienne permanente.

La décennie qui vient de s'écouler semble montrer que les intuitions de l'administration Bush consistant à étendre les capacités stratégiques en incluant des moyens d'atteindre rapidement des cibles situées loin des déploiements aériens et terrestres sont fondées. Comme le rappelle la *Quadrenial Defense Review* de 2006, il existe un besoin de : “*to attack fixed, hard and deeply buried, mobile and re-locatable targets with improved accuracy anywhere in the world promptly upon the President's order*”. On pourrait ajouter à cette définition de la mission, le fait que les cibles en question sont en priorité des personnes ou des moyens dont la neutralisation représente un gain stratégique ou politique important (*high value target*). Cette notion justifie le fait que l'on puisse faire reposer la capacité de frappes stratégiques rapides sur un volume limité d'effecteurs¹⁹ mais nécessite *a priori* un autre schéma de commandement que celui qui s'applique à l'action à vocation tactique et opérationnelle.

De fait, la définition des architectures de commandement et de contrôle des moyens de frappe, nucléaires, classiques et rapides, ne va pas

sans poser de problème s'agissant de fonctions qui reposent globalement sur les mêmes schémas d'engagement et les moyens d'environnement (notamment en termes de renseignement mais également de préparation et de planification). Un certain degré de ségrégation devra être maintenu pour que les chaînes des moyens nucléaires et des systèmes à finalité conventionnelle, *a priori* soumises à des niveaux de commandement différents, restent indépendante. Toutefois, les outils stratégiques non nucléaires devront être inclus dans l'une ou dans l'autre. Si dans l'immédiat, la solution retenue consiste plutôt à rattacher cette fonction à la chaîne de commandement stratégique, remontant donc jusqu'à la *National Command Authority* (NCA) donc à l'exécutif²⁰, un rapprochement progressif du réseau de commandement opérationnel est envisageable, en particulier si le spectre des cibles qui pourraient être traitées par cette capacité s'élargit.

Toutefois, le besoin de réduire les délais de planification et de préparation requiert la mise en place/l'existence d'un processus collaboratif d'échange de données et d'enrichissement des plans par l'ensemble des parties prenantes au niveau de la région (grand commandement) et, éventuellement, du théâtre. Ce processus doit déboucher sur des options techniques (portant sur les vecteurs, les charges, la route d'approche...) permettant d'atteindre les objectifs opérationnels fixés. Ces options sont structurées et proposées aux autorités compétentes ayant la responsabilité de la décision d'emploi et qui peuvent, le cas échéant, échanger des arguments concernant telle ou telle option avant l'arbitrage de la NCA²¹.

En termes de solutions techniques pour les effecteurs, deux possibilités ont longtemps été envisagées par les autorités américaines :

- la conversion de missiles balistiques pour l'emport de charges conventionnelles – en particulier, l'utilisation de Trident armé de têtes non nucléaires embarqué sur SNLE – présente l'intérêt d'utiliser un système déjà disponible qui répond plutôt bien aux spécifications (capables d'atteindre un point très éloigné du territoire américain en quelques minutes, précis...). Toutefois, les difficultés d'ordre politique, en particulier le risque d'ambiguïté entre les déploiements d'engins porteurs de charges nucléaires et les missiles conventionnels²², ont fini par avoir raison du projet lancé par l'administration Bush²³.
- L'utilisation d'un système hypersonique non piloté, qui pourrait être un planeur

spatial – c'est-à-dire un engin lancé par une fusée ou un missile puis planant aux environs de Mach 10 vers sa cible – ou un engin propulsé par un statoréacteur. Les essais du X-51A, qui a réussi à atteindre et maintenir des vitesses de croisière de Mach 6 pendant quelques centaines de secondes, devraient permettre aux Etats-Unis de disposer d'un premier système à l'horizon 2020-2025²⁴.

Il convient toutefois de souligner que la mise en place d'une capacité de frappes conventionnelles rapides requiert le développement de moyens de renseignement capables de fournir sur les cibles détectées des données précises – y compris techniquement en termes de localisation et d'environnement – et fiables, et ce de façon suffisamment rapide, pour permettre de lancer une frappe efficace. L'obtention de ces capacités de renseignement constitue l'un des principaux obstacles à la réalisation d'une architecture opérationnelle de frappes conventionnelles rapides.

A l'horizon 2020, les Etats-Unis pourraient disposer des éléments offensifs et défensifs d'une capacité stratégique conventionnelle

Les programmes américains mènent à la matérialisation du projet de l'administration Bush à un horizon de 10 à 15 ans. Bien sûr, la forme et la présentation ont largement été remanié, en par-

ticulier pour rendre l'architecture plus acceptable pour les grands concurrents des Etats-Unis (la Russie et la Chine) mais les objectifs restent les mêmes et ont été réaffirmé par tous les responsables actuels : renforcer le pilier conventionnel de la dissuasion en mettant en place des systèmes à vocation stratégique, capables de remplir des missions nouvelles dans un contexte international transformé après 20 ans de paix et de stabilité.

Ce pilier constitue un nouvel outil d'intégration stratégique permettant d'agréger les alliés et les partenaires autour de la politique de sécurité américaine. Pour les Européens, il a pris la forme en 2010 de l'accord sur la défense antimissiles du territoire et des populations et se matérialisera dans les dix ans à venir à travers l'EPAA et les efforts de l'Alliance Atlantique pour garantir un niveau d'intégration et d'interopérabilité de ses propres capacités qui sont conformes aux besoins et aux attentes de sécurité de tous.

La définition d'une stratégie ambitieuse en matière de défense antimissiles mais également sur les frappes stratégiques s'impose pour la France (et l'Europe), qui avait déjà largement anticipé la montée en puissance du débat à l'OTAN. Elle passe sans aucun doute par une réflexion sur les projets et les programmes qui sont susceptibles de lui donner les moyens de s'imposer comme un acteur à part entière, interlocuteur des Etats-Unis plutôt que suiveur d'une ligne politique fixée par Washington.♦

*Les opinions exprimées ici
n'engagent que la responsabilité
de leur auteur.*

Bruno Gruselle
b.gruselle@frstrategie.org

Notes

1. Il convient toutefois de souligner que la réduction du rôle des armes nucléaires dans la sécurité américaine était déjà un objectif de la politique américaine depuis le milieu des années 1990. Elaine Bunn et Vincent Manzo, « Conventional Prompt Global Strike : Strategic Asset or Unusable Liability », National Defense University, Strategic Forum N° 263, February 2011, p. 2.
2. Department of Defense, « Nuclear Posture Review », submitted to Congress 31 December 2001.
3. Defense Science Board, « Future Strategic Strike Forces », Office of The Secretary of Defense Acquisition, Technology, and Logistics, US Department of Defense, February 2004, p. 1.
4. Department of Defense, « Ballistic Missile Defense Review Report 2010 », February 2010, p. 12.
5. J. D. Crouch, Assistant Secretary of Defense (International Security Policy), « United States Missile Defense Policy », Testimony before the Senate Armed Services Committee, March 18th, 2003, pp. 10-11.
6. 10,4 milliards demandés par l'administration pour l'année fiscale 2012. Missile Defense Advocacy Alliance, « Tax Dollars Efficiency », June 28, 2011.
7. US Navy pour les SM-3, US Army pour les PAC-3 et THAAD et US Air Force pour les systèmes spatiaux.
8. <http://www.mda.mil/system/gmd.html>
9. Le premier ayant été mis en orbite en mai 2011. Space News, « Air Force's First Dedicated SBIRS Satellite Carried to Orbit », May 10, 2011.
10. http://www.mda.mil/global/documents/pdf/sbx_booklet.pdf
11. Même s'il semble que Lockheed et Thales soient en concurrence pour la réalisation du C2 du système.
12. Bloomberg, « UAE scales back \$6.95 billion Lockheed Martin Missile Defense Package », June 23, 2011 ; Defense News, « Saudi Arabia Mulling BMD-Capable Destroyers », June 13, 2011.
13. Qui en soi n'est pas simple et soulève des problèmes politiques d'importance sur les règles d'engagement, l'autorité de tir et les rôles respectifs des alliés et des grands commandements (SACEUR) dans ces processus.
14. Ce que les experts américains appellent « *time sensitive targets* » dans le sens où elles ne peuvent être atteintes que pendant une durée courte.
15. Amy F. Woolf, « Conventional Prompt Global Strike and Long-Range Ballistic Missiles : Background and Issues », Congressional Research Service, October 25, 2010, p.23.
16. Andrew Krepinevich, « Operation Iraqi Freedom : A First-Blush Assessment », Center for Strategic and Budgetary Assessments, 2003.
17. Ibid,
18. Ibid, p. 14.
19. Il convient de souligner que sur cette question il existe également un débat. Certains considèrent que la fonction PGS doit être en mesure de neutraliser, notamment, les capacités balistiques d'Etats comme la Chine ou l'Iran, ce qui suppose que la force de frappe stratégique conventionnelle comprend un nombre important d'effecteurs. Henri Sokolski, « With strong conventional strike options, the U.S. can lessen nuclear threats », Armed Force Journal, August 2010.
20. Defense Science Board, « Time Critical Conventional Strikes from Strategic Standoff », Office of The Secretary of Defense Acquisition, Technology, and Logistics, US Department of Defense, March 2009, p. 61.
21. Jonathan M. Owens, « Precision Global Strike : Is there a Role for the Navy Conventional Trident Modification or the Airforce Conventional Strike Missile », Air War College, 15 February 2008, p. 24.
22. Voir sur ce point, B. Gruselle, « Nouvelles triades, conventionnalisation des moyens de dissuasion et équilibres stratégiques », FRS, Recherches et Documents, 8 janvier 2008.
23. Defense News, « Prompt Global Strike Won't Use ICBMs », March 1, 2011.
24. Tom Z. Collina, « U.S. Alters Non-Nuclear Prompt-Strike Plan », Arms Control Today, April 2011.

Retrouvez toute l'actualité et les publications de la Fondation pour la Recherche Stratégique sur :